

La productivité restera insuffisante pour nourrir les plus pauvres

Dans un rapport commun publié le 4 juillet, l'OCDE et la FAO prévoient que les pays émergents auront de plus en plus de poids sur les marchés agricoles mondiaux

Durant les dix prochaines années, les pays en développement (PED) vont jouer un rôle déterminant dans le paysage agricole mondial, et grignoter l'influence des pays développés.

Les experts de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dressent ce constat dans un rapport conjoint, *Perspectives agricoles 2006-2015*, publié mardi 4 juillet.

Si l'exercice est délicat, les marchés agricoles étant soumis aux conditions climatiques et aux crises sanitaires, une incertitude supplémentaire pèse sur l'édition 2006 : la conclusion du cycle de Doha, alors qu'à l'OMC, les négociations, notamment agricoles, sont dans l'impasse.

Sur dix ans, même si le rythme sera plus lent, la production mondiale devrait augmenter, grâce à la demande des pays en développement, croissance démographique oblige. Le rapport compare les perspectives de croissance pour 15 grands produits (riz, sucre, porc...) et constate que le taux d'expansion dans les PED dépasse systématiquement ceux de la zone OCDE. Mais la hausse de la production n'est pas suffisante et leurs importations devraient croître.

Le marché se trouvera modifié, car la hausse des revenus et l'urbanisation font évoluer les habitudes alimentaires. Les experts prévoient une hausse de la demande et des importations de viande et de produits transformés, et constatent un déplacement – au fur et à mesure des investissements –, de la production et des exportations des pays de l'OCDE, exportateurs traditionnels, vers d'autres lieux.

Les PED vont ainsi peser de plus en plus lourd dans les échanges agricoles et, précise le rapport, « *les perspectives des marchés agricoles mondiaux dépendent dans une très large mesure de l'évolution de la situation économique au Brésil, en Inde et en Chine* ».

De leur côté, « *les pays en développement les plus pauvres seront de plus en plus dépendants des marchés mondiaux pour assurer leur sécurité alimentaire, et, par conséquent, plus sensibles aux fluctuations des prix du marché international* », met en garde le rapport, qui considère que l'amélioration de la productivité ne sera pas suffisante pour répondre aux besoins alimentaires des populations croissantes. En 2004, la FAO comptait 39 pays affectés par des problèmes alimentaires.

Ce constat donne encore plus d'ampleur aux négociations actuelles du cycle de Doha. Un peu partout, des syndicats agricoles, des ONG ou encore des économistes ont contredit les prévisions de l'OMC. Les bénéfices seraient « *assez minces pour les pays développés et plus prononcés, mais aussi*

plus variables, pour les pays en voie de développement », selon David Laborde, économiste du Cepii qui présentait une étude mardi. Les pays émergents exportateurs seraient gagnants, mais les pays moins avancés pourraient dans certains cas y perdre. L'OMC envisage des compensations.

En conclusion, la FAO et l'OCDE posent la question cruciale « *comment nourrir 7 milliards d'humains en 2015 ?* », à l'aune des évolutions à venir. En 2015, les trois quarts de la population urbaine se concentrera dans les PED.

En 2015,
les trois quarts
de la population
urbaine se
concentreront
dans les pays
en développement

« *Si la productivité n'augmente pas assez rapidement, l'urbanisation pourrait se traduire par une chute de la production agricole, une dépendance accrue vis-à-vis des importations et une insécurité alimentaire accrue* », met en garde le rapport. S'il préconise la libéralisation des échanges, il

insiste sur la nécessité d'investir dans l'agriculture des pays les moins développés.

Les deux organisations resteront attentives au maintien des terres agricoles, souvent sacrifiées pour l'urbanisation. De même, elles observeront de près l'impact sur les cultures alimentaires du développement des biocarburants. « *La question est complexe* », a reconnu Merritt Cluff, le représentant de la FAO. ■

LAETITIA CLAVREUL



Sur lemonde.fr : « L'œil de l'éco », le blog du service Economie & Entreprises du « Monde »